

## Déficits commerciaux et désindustrialisation : la faute de la demande ?

Carl Grekou & Thomas Grjebine\*

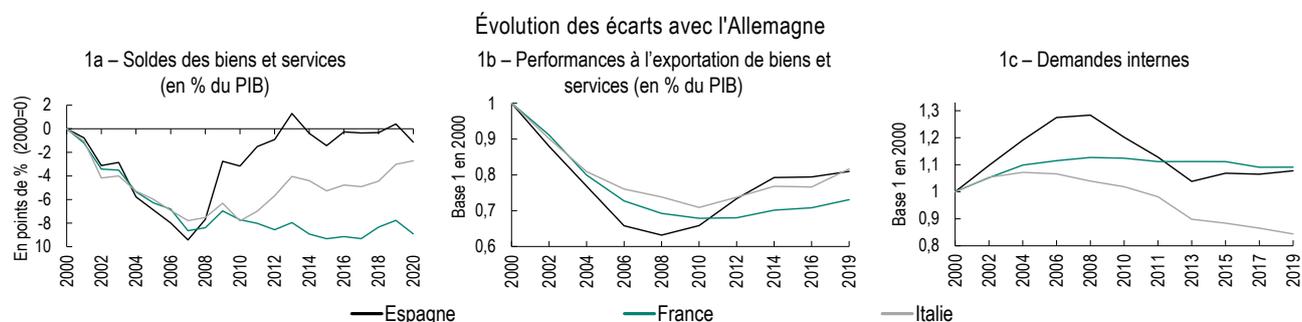
Alors que les déséquilibres intra-européens se sont réduits depuis une dizaine d'années, avec l'Espagne et l'Italie qui connaissent des excédents commerciaux depuis 2012, la divergence persiste entre l'Allemagne et la France, les deux principales économies de la zone euro. La demande interne est un déterminant essentiel pour comprendre ces évolutions, mais également les écarts de performances à l'exportation qui se sont creusés dans les années 2000 entre l'Allemagne d'un côté, et la France, l'Espagne et l'Italie, de l'autre. Les politiques expansionnistes menées dans ces trois pays ont également eu pour conséquence d'accélérer la désindustrialisation. Le dilemme des politiques macroéconomiques, déjà mis en avant par Keynes, apparaît plus que jamais d'actualité : bénéfiques sur l'activité à court terme, les politiques de relance ne sont pas sans conséquences sur le solde commercial et la compétitivité industrielle.

Les années 2000 ont été marquées par un accroissement des divergences de soldes commerciaux entre l'Allemagne et les trois autres grandes économies de la zone euro (graphique 1a). Alors que ces soldes se sont dégradés en Espagne, en France et en Italie, l'Allemagne a accumulé des excédents records. Parallèlement, les divergences de performances à l'exportation se sont très rapidement creusées au début des années 2000 (graphique 1b). Après la crise financière de 2007-2009, la France stabilise son déficit et son écart de performances à l'exportation par rapport à l'Allemagne tandis que l'Espagne et l'Italie connaissent un retournement de leurs performances extérieures. Leur solde commercial devient

excédentaire au début des années 2010 et leurs écarts de performances à l'exportation avec l'Allemagne se réduisent significativement.

Ces dynamiques commerciales peuvent être mises en regard des politiques macroéconomiques conduites par les quatre grandes économies de la zone euro. Dans les années 2000, les politiques budgétaires et les réformes de la protection sociale ont divergé entre l'Allemagne et les trois économies latines (encadré). Tandis que l'Allemagne menait une politique de compression de sa demande, l'Espagne, la France et l'Italie relançaient leurs économies (graphique 1c). La fin des années 2000 a marqué un tournant avec l'adoption de politiques

Graphique 1 – Des écarts de dynamiques commerciales avec l'Allemagne qui reflètent les évolutions des demandes internes



#### Notes de lecture :

Entre 2000 et 2003, le solde extérieur italien s'est détérioré de 4 points de pourcentage par rapport au solde allemand.

Entre 2000 et 2006, l'écart relatif de performances à l'exportation entre l'Espagne et l'Allemagne s'est creusé de 35 points de pourcentage.

Entre 2000 et 2007, l'écart relatif des demandes internes entre l'Espagne et l'Allemagne a augmenté de 30 points de pourcentage.

Source : Calcul des auteurs à partir de FMI, base de données BOPS et OCDE.

\* Carl Grekou est économiste au CEPII. Thomas Grjebine est économiste au CEPII et responsable du programme scientifique Macroéconomie et finance internationales.

## Encadré – 2000-2020, la double divergence des politiques macroéconomiques

Les années 2000 ont été marquées par une divergence de politiques macroéconomiques entre l'Allemagne d'un côté, et l'Espagne, la France et l'Italie de l'autre. En Allemagne, une politique volontariste de compression de la demande interne a été entreprise dès la fin des années 1990. Les gouvernements allemands ont d'abord fortement augmenté les impôts indirects sur les ménages (deux hausses de TVA entre 1998 et 2006, et des hausses régulières des taxes sur les carburants). La diminution du revenu disponible des ménages a ensuite été amplifiée par une forte baisse des dépenses sociales (de l'ordre de 3 points de PIB entre 2002 et 2014), en particulier sous la forme d'une réduction des dépenses de retraite et du niveau des pensions (Geerolf et Grjebine, 2020). De leur côté, l'Espagne et la France ont mené dans les années 2000 des politiques beaucoup plus favorables à la demande. En France, les dépenses publiques ont crû en moyenne de 4 % par an et les impôts ont diminué de 4 points de PIB entre 2000 et 2009. En Espagne, jusqu'en 2007, la croissance économique a été nourrie par une forte augmentation du crédit aux ménages et aux entreprises : le taux d'endettement des ménages est passé de 68 % du revenu disponible brut en 2000 à 130 % en 2007 et la dette des sociétés non financières a augmenté de 76 % du PIB à 131 %. En Italie, en revanche, la demande a plus faiblement augmenté, l'écart avec l'Allemagne s'étant surtout creusé du fait de la politique de compression de la demande outre-Rhin.

À partir de la fin des années 2000, les politiques menées en Espagne et en Italie se démarquent de celles suivies en Allemagne et en France. La

baisse de la demande provoquée par la crise financière de 2007-2009 va en effet être accentuée dans les deux pays du sud de l'Europe par les politiques de rigueur mises en place. L'Espagne, à partir de 2010, entame une cure d'austérité drastique, reposant à la fois sur des mesures d'augmentation des impôts sur les ménages (le taux général de TVA a augmenté de 2 points en 2011, et de 3 points en 2012) et de réduction des dépenses publiques (dont la valeur a baissé de 8 % entre 2008 et 2014). Le système des retraites est également réformé en 2011 et 2013, par un relèvement de l'âge légal de départ et une augmentation de la durée de cotisations. L'Italie, quant à elle, s'engage à partir de 2010 dans une politique de consolidation budgétaire en augmentant les impôts indirects sur les ménages (deux hausses de TVA en 2011 et 2013 et une réforme de la taxation de la propriété immobilière en 2012) et en réduisant les dépenses publiques (notamment les dépenses de personnel avec un gel des rémunérations). Le système des retraites a également été réformé en 2011 avec une augmentation programmée de la durée de cotisations et de l'âge de départ à la retraite. En France, la période 2010-2014 est également marquée par une contraction budgétaire mais de bien moindre ampleur, la croissance des dépenses publiques ayant nettement ralenti (moins de 2 % par an) et les impôts ayant augmenté de 3,8 points de PIB. Sur la même période, l'Allemagne, après avoir mené des politiques drastiques au début des années 2000, adopte des politiques de même ampleur que la France, ce qui explique que l'écart de demandes internes se soit peu réduit entre les deux pays (graphique 1c).

d'austérité particulièrement sévères en Espagne et en Italie, et beaucoup plus limitées en Allemagne et en France. Comment ces évolutions des demandes internes ont-elles agi sur les dynamiques commerciales ? Quelles en ont été les conséquences sur nos tissus industriels ?

## ■ Divergences commerciales par rapport à l'Allemagne : le rôle décisif de la demande interne

La demande interne est traditionnellement considérée comme un facteur n'influençant que les importations. Cependant, elle est également un déterminant essentiel des exportations qu'elle affecte par deux canaux distincts. Une baisse de la demande conduit en effet à une baisse de l'inflation<sup>1</sup> (ou à une dépréciation du taux de change nominal en changes flexibles), qui rend les exportations plus compétitives. L'augmentation des exportations consécutive à une politique de rigueur peut également provenir d'une « évacuation des surplus domestiques » (*vent for surplus*), déjà discutée par Adam Smith dans *La Richesse des nations*. Selon ce mécanisme, les entreprises compensent la baisse de leurs ventes sur leur marché intérieur par une recherche active de débouchés à l'extérieur. *Almunia et al.* (2021) montrent ainsi que l'effondrement de la demande interne en Espagne entre 2009 et 2013 permet d'expliquer

près de la moitié de la hausse spectaculaire des exportations espagnoles sur la période. La progression des exportations en Allemagne à partir du début des années 2000 pourrait relever d'un phénomène similaire (Erkel-Rousse et Gamero, 2008).

Qu'en est-il en réalité ? Le graphique 2a<sup>2</sup>, qui présente la contribution des variations des écarts de demandes adressées, de coûts unitaires du travail, mais aussi de demandes internes aux variations des écarts de performances à l'exportation<sup>3</sup>, montre que les écarts de demandes internes ont joué un rôle essentiel, en particulier sur la période clé du début des années 2000 où ces écarts se sont cristallisés. C'est tout spécialement le cas en Espagne où, entre 1999 et 2008, la progression plus rapide de la demande interne relativement à l'Allemagne explique près des trois quarts de la dégradation de l'écart de performances à l'exportation entre les deux pays. Bien que cet effet des écarts de demandes internes soit moins important dans les cas français et italien, il explique tout de même respectivement 55 % et 48 % de la dégradation des performances à l'exportation de ces deux pays par rapport à l'Allemagne.

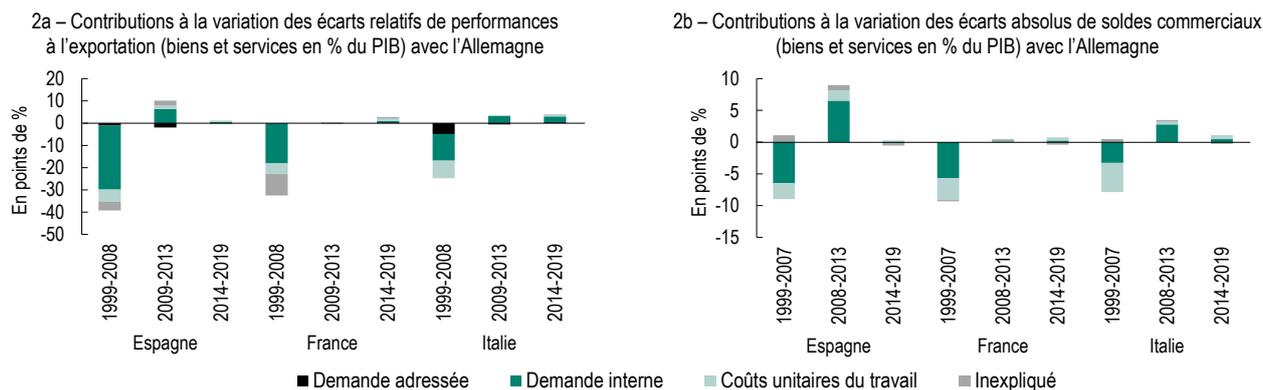
Au début des années 2010, les politiques de rigueur particulièrement sévères mises en place en Espagne et en Italie vont entraîner une baisse des écarts de demandes internes avec l'Allemagne, à l'origine de l'essentiel de la réduction de leurs écarts de performances à l'exportation. En France la situation est très différente. Comme on l'a vu, sur cette

1. Les politiques de compression de la demande sont ainsi l'un des principaux facteurs d'explication de la modération salariale allemande des années 2000 et de la divergence des coûts unitaires du travail avec l'Espagne, la France et l'Italie.

2. Les coefficients des écarts vis-à-vis de l'Allemagne des taux de croissance des demandes adressées, des demandes internes et des coûts unitaires du travail utilisés pour calculer les contributions à la variation des écarts de performances à l'exportation ou de soldes commerciaux résultent d'une estimation en panel avec effets fixes (pays et temporels). La demande adressée à chacune des économies est approximée par la moyenne géométrique des PIB des partenaires commerciaux (source : WEO, FMI). Les pondérations utilisées sont déduites des structures géographiques des exportations des pays (source : CHELEM, CEPII). Les écarts de demandes internes contemporains ne sont pas pris en compte, seuls les écarts retardés sont introduits dans les équations. Dans la mesure où les évolutions de la compétitivité-coût résultent elles-mêmes en partie des politiques de demande menées, les coûts unitaires du travail ont été purgés des dynamiques des demandes internes. Les résultats présentés ici en % du PIB sont de même ampleur lorsque les exportations ne sont pas rapportées au PIB. Les périodes choisies dans le graphique 2 correspondent aux dates de retournement qui ne sont pas les mêmes pour les exportations et les soldes.

3. Les facteurs traditionnellement mobilisés pour expliquer les écarts de performances à l'exportation entre la France et ses partenaires – compétitivité-prix et demande adressée – peinent à en rendre compte. Voir notamment Bussière et al. (2014) et Emlinger et al. (2019).

## Graphique 2 – Performances commerciales : le rôle décisif des évolutions des demandes internes



Notes de lecture :

Entre 1999 et 2008, la détérioration de près de 40 points de pourcentage (pp) de l'écart de performances à l'exportation entre l'Espagne et l'Allemagne provient pour près de 30 pp (soit près des trois quarts) des écarts relatifs d'évolution des demandes internes entre les deux pays.

Sources : Estimations des auteurs à partir de FMI et CEPII, base de données CHELEM pour les demandes adressées, FMI, base de données BOPS pour les exportations et les soldes, OCDE pour les coûts unitaires du travail et les demandes internes.

Entre 2008 et 2013, l'écart de soldes des biens et services entre l'Espagne et l'Allemagne s'est amélioré de 9 pp dont 6,5 points (soit plus de 70 %) proviennent de la réduction des écarts de demandes internes entre les deux pays.

période la contraction de la demande est similaire à celle de l'Allemagne et les écarts de performances à l'exportation se maintiennent. Sur la période 2014-2019, marquée en France par une politique de réduction des coûts (pacte de responsabilité et de solidarité, crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), la compétitivité-coût contribue plus fortement à la réduction de l'écart de performances à l'exportation avec l'Allemagne (40 %), mais la réduction de cet écart est elle-même très faible (les exportations étant peu sensibles au coût du travail, voir notamment [Malgouyres, 2020](#)). Les écarts de demandes adressées contribuent pour leur part faiblement à la variation des écarts de performances à l'exportation, car les dynamiques ont été très proches pour les quatre pays.

Les résultats sur le solde commercial délivrent des enseignements similaires (graphique 2b). Les écarts d'évolution des demandes internes expliquent, sur la période 1999-2007, 82 % en Espagne, 61 % en France, et près de 45 % en Italie des dégradations relatives des soldes commerciaux vis-à-vis de l'Allemagne. Les variations relatives de coûts unitaires du travail contribuent de façon plus significative à la dégradation des écarts de soldes commerciaux (que des exportations), car leur hausse favorise les importations. Lorsque la hausse des coûts unitaires du travail provient d'une hausse des salaires, cela accroît la demande avec un impact sur les importations d'autant plus fort que cette demande ne peut être satisfaite par la production nationale. La hausse des coûts unitaires du travail se traduit également par une perte de compétitivité pas seulement sur les marchés étrangers, mais aussi sur le marché local : en renchérissant les coûts de production, les débouchés locaux pour la production nationale se réduisent aux profits d'importations moins coûteuses (effet de substitution). Cela a été particulièrement le cas en Italie où les coûts unitaires du travail relativement à l'Allemagne ont, comme en Espagne, fortement augmenté mais où la vigueur de la demande interne (relativement à l'Allemagne) a été moins marquée qu'en Espagne. Avec les politiques d'austérité qui s'imposent à la fin des

années 2000, la demande interne contribue fortement à l'amélioration des écarts de soldes commerciaux : elle en explique près des trois quarts en Espagne sur la période 2008-2013 et 80 % en Italie.

### ■ Désindustrialisation : le revers des politiques de demande

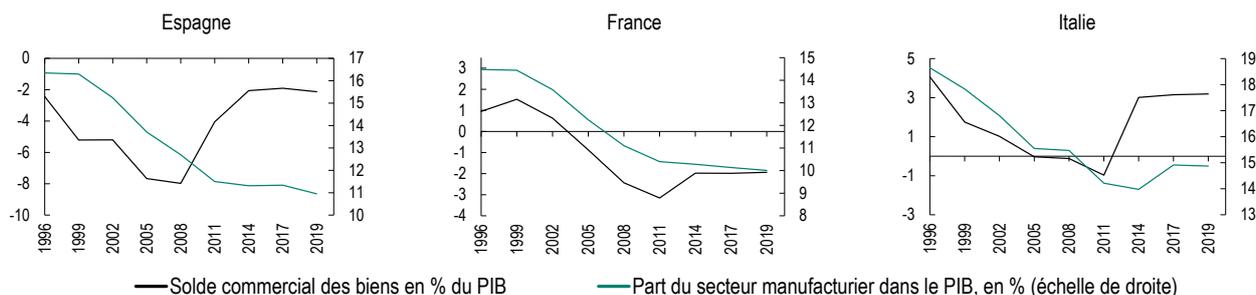
Les politiques expansionnistes menées en Espagne, en France et en Italie dans les années 2000, sont non seulement à l'origine de la forte dégradation des soldes commerciaux de ces pays, mais aussi d'une accélération de leur désindustrialisation. Déficits commerciaux (et plus précisément déficits de la balance des biens manufacturiers) et désindustrialisation accélérée sont en effet intimement liés ([Geerolf et Grjebine, 2020](#)). Une relation qui va dans les deux sens.

D'un côté, plus un pays est désindustrialisé, plus les politiques de relance vont dégrader son solde commercial (via les importations), car l'appareil productif est incapable de répondre à ce surplus de demande. D'un autre côté, ces politiques de demande et l'aggravation concomitante des soldes commerciaux vont se traduire par une accélération de la désindustrialisation. Augmentation des importations et baisse des exportations conduisent en effet à un « report » de la production domestique vers l'étranger.

Cette relation entre dégradation du solde manufacturier et désindustrialisation est quasi mécanique. Comment l'expliquer ? La production nationale d'un bien manufacturier peut être écoulee sur les marchés extérieurs (exportations) ou sur le marché intérieur (demande interne), mais sur ce dernier, dès lors qu'il y a des importations, les débouchés de cette production nationale sont réduits. Il s'agit ici d'une relation comptable : la production domestique est égale à la somme des débouchés intérieurs (demande interne) et extérieurs (exportations) à laquelle il faut retrancher les importations<sup>4</sup>.

4. Une dégradation du solde manufacturier peut ainsi s'accompagner d'une réduction de la production industrielle nationale (désindustrialisation), alors même que les exportations augmentent : par exemple, dans le cas de l'automobile, si le nombre de voitures importées augmente plus vite que le nombre de voitures exportées, les débouchés totaux pour la production domestique diminuent et avec eux la production.

### Graphique 3 – La dégradation des soldes commerciaux : un catalyseur de la désindustrialisation



Source : Calcul des auteurs à partir de Banque mondiale, WDI.

Pour une taille du marché intérieur donnée, une dégradation du solde manufacturier conduit ainsi à une réduction de la production nationale, les importations la remplaçant<sup>5</sup>.

À cet aspect comptable s'ajoute des effets dynamiques (lorsque la demande n'est plus considérée comme fixe), car les politiques expansionnistes ont pour conséquence une réorientation de l'activité domestique vers les services (désindustrialisation). En effet, en raison de ces politiques, les prix vont augmenter davantage dans le secteur non échangeable – à l'abri de la concurrence internationale, contrairement au secteur manufacturier –, ce qui tend à y augmenter les marges et à réallouer les facteurs de production dans sa direction. C'est l'une des explications du boom des services marchands et de l'immobilier (construction), observé notamment en Espagne et en France, et de l'affaiblissement parallèle du secteur manufacturier.

À l'inverse, l'adoption de politiques de contraction de la demande, et l'amélioration des soldes commerciaux qui s'ensuit, peut freiner cette désindustrialisation. C'est ce qui s'est produit en Espagne, en France et en Italie à partir de la fin des années 2000 (graphique 3). Et ce qui a compté avant tout, ce n'est pas la dynamique des exportations, mais l'amélioration ou la stabilisation des soldes extérieurs. Les débouchés extérieurs nets (les exportations réduites des importations) ayant arrêté de se détériorer<sup>6</sup>, le processus de substitution des importations à la production domestique a été suspendu et, avec lui, la désindustrialisation.

Les évolutions de la demande interne constituent un déterminant majeur des dynamiques commerciales et des évolutions des tissus industriels. En cela, elles nous confrontent au dilemme des politiques budgétaires expansionnistes. Si ces politiques ont clairement des effets positifs sur l'activité à court terme (en particulier sur la consommation, l'investissement et l'emploi), elles conduisent dans le même temps à une aggravation des déficits extérieurs, favorisant en retour le processus de désindustrialisation. Un pari risqué pour les pays avec une base industrielle plus fragile, comme la France, qui peuvent être entraînés dans une spirale où l'innovation devient de plus en plus difficile à mesure que cette base se réduit, où les pertes de savoir-faire et de compétences s'accroissent, rendant d'autant plus complexe une stratégie de réindustrialisation. Faut-il pour autant adopter des politiques néomercantilistes de compression de la demande pour imiter les exemples allemand ou espagnol ? Une telle stratégie aboutirait à une forte hausse du chômage, d'autant plus forte dans le cas de l'économie française que sa croissance dépend fortement de la demande intérieure. Reste l'option d'un rééquilibrage durable de la demande au sein de la zone, une option maintes fois évoquée et difficile à mettre en œuvre au niveau européen, mais seule à même d'éviter une surenchère de politiques d'austérité qui viendrait, en outre, percuter les ambitions européennes en matière de transition écologique.

5. Le marché de l'automobile français offre une bonne illustration de cette substitution des importations à la production nationale. En 2001 comme en 2010, près de 2,3 millions de véhicules légers neufs ont été vendus en France (source : CCFA). Mais la grosse différence entre les deux dates réside dans l'excédent commercial passé de près de 800 000 véhicules à un déficit de près de 530 000 véhicules (source : BACI), tandis que dans le même temps la production nationale de véhicules chutait de 3 millions à 1,7 million, soit une baisse de plus de 40 %.

6. Ces politiques d'austérité ont également entraîné une contraction des débouchés intérieurs. C'est ce qui explique qu'en Espagne et en Italie la part du secteur manufacturier dans le PIB n'a pas augmenté au début des années 2010 : la forte contraction de la demande intérieure a compensé l'amélioration des soldes extérieurs.

## La Lettre du



© CEPII, PARIS, 2022

RÉDACTION :  
Centre d'études prospectives  
et d'informations internationales  
20, avenue de Ségur  
TSA 10726  
75334 Paris Cedex 07

Tél. : 01 53 68 55 00  
www.cepii.fr – @CEPII\_Paris

RÉDACTEURS EN CHEF :  
Isabelle Bensidoun  
Antoine Vatan

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Christophe Destais

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS :  
Isabelle Bensidoun

RÉALISATION :  
Laure Boivin

La Lettre du CEPII  
est disponible en version électronique  
à l'adresse :

<http://www.cepii.fr/LaLettreDuCEPII>

Pour être informé de chaque nouvelle parution,  
s'inscrire à l'adresse :

<http://www.cepii.fr/Resterinforme>

ISSN 0243-1947 (imprimé)  
SSN 2493-3813 (en ligne)  
CCP n° 1462 AD

Avril 2022

Cette Lettre est publiée sous la  
responsabilité de la direction du CEPII.  
Les opinions qui y sont exprimées sont  
celles des auteurs.

RECHERCHE ET EXPERTISE  
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

